

Le 19 mars en France et le 28 mars partout dans le monde

lundi, 16 mars 2009 / **Attac France** / Association pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens
66-72, rue Marceau, 93100 Montreuil-sous-Bois
Tél. : +33.(0)1.41.58.17.40 - Fax : +33.(0)1.43.63.84.62

L'association Attac s'associe à la grève du 19 mars, à l'initiative des organisations syndicales et appelle, avec d'autres forces et mouvements sociaux du monde entier, à poursuivre la mobilisation le 28 mars, pour imposer nos solutions face au G20 qui se réunira à Londres le 2 avril

Depuis le 29 janvier dernier, en à peine quelques semaines, la gravité de la crise s'est confirmée et, avec elle, la faiblesse des réponses gouvernementales et des institutions internationales.

Tandis que ceux qui, en Guadeloupe, en Martinique, à La Réunion, sont entrés dans des luttes longues et massives ont montré qu'une vraie réponse à la crise passait par la remise en cause des déséquilibres sociaux engendrés par l'exploitation et l'oppression. Ces mobilisations dans les Antilles arrivent après d'autres mouvements populaires d'ampleur à travers le monde en réaction à la crise : en Grèce et en Italie l'année dernière, en Islande cette année.

Attac entend, avec toutes les forces et mouvements sociaux progressistes, contribuer à la mobilisation pour de réelles solutions à la crise actuelle, qui aillent dans le sens de la justice, du progrès social, et de la nécessaire reconversion écologique de nos sociétés.

Une politique gouvernementale en trompe-l'œil

À l'issue de sa rencontre avec les syndicats, le Président Sarkozy n'a fourni aucune réponse aux attentes de la population. Pire, il a choisi de poursuivre sa politique, en la mâtinant de quelques mesures destinées à en dissimuler les effets les plus graves.

- Il ne remet pas en cause les cadeaux fiscaux faits aux privilégiés.
- Il continue d'aider banques et entreprises sans aucune contrepartie en termes de choix d'investissement, de priorités, alors qu'il se gargarise de protection des plus faibles et de développement durable.
- Il saupoudre quelques aides pour les victimes du chômage partiel, mais sans envisager la moindre politique en faveur de l'emploi.
- Il invente la catégorie de la classe moyenne inférieure pour désigner la fraction de plus en plus importante du salariat payée au SMIC ou autour du SMIC, sans qu'il soit question d'augmenter celui-ci.
- Il entend parachever ses contre-réformes qui démantèlent les services publics, notamment de l'enseignement et de la recherche, en sacrifiant toujours davantage de postes de fonctionnaires, désignés comme improductifs et bloquant le dynamisme de l'économie. C'est la meilleure façon de faire oublier les vrais fautifs de la crise et de condamner les investissements d'avenir.

Un patronat en embuscade

Total, Valéo, Continental... Pendant ce temps, on ne compte plus les entreprises qui ferment des sites, suppriment des emplois, licencient..., en dépit des profits qu'elles engrangent, des promesses faites, des compromis sociaux réalisés, des maigres engagements auprès des pouvoirs publics.

La crise est globale

La crise s'installe alors que les écosystèmes sont de plus en plus menacés par ce système qui étend son mode de production partout sur la planète, multipliant le transport des marchandises, désertifiant des régions entières. Le réchauffement climatique est maintenant avéré.

La crise énergétique n'a pas disparu malgré la baisse du prix du baril de pétrole, car la question des limites des ressources énergétiques demeure posée.

L'agriculture est, comme le reste, largement sous la coupe des multinationales qui veulent imposer aux paysans et à toutes les populations des productions industrialisées dont elles seules auront le contrôle.

Les produits alimentaires sont soumis aux spéculateurs, provoquant des situations dramatiques, tantôt pour les paysans soumis au libre-échange lorsque les prix baissent, tantôt pour les populations qui ne peuvent plus se nourrir lorsqu'ils augmentent.

Énergies renouvelables, autosuffisance alimentaire, développement socialement et écologiquement durable, voilà les enjeux à prendre en compte pour sortir de la crise actuelle.

La mondialisation de la production, des échanges de biens, de services, de capitaux... amène aujourd'hui tout le système dans la crise. Le chômage et le nombre de familles sans logement augmentent partout sur la planète, tandis que les revenus les plus bas diminuent. La dette qui étrangle les pays du Sud est moins importante que les sommes qui ont été déboursées pour rétablir les banques en faillite !

Le G20, qui regroupe les économies les plus puissantes du monde, va se réunir à Londres le 2 avril pour... sortir de la crise sans que rien d'important ne change vraiment !

Attac fait des propositions alternatives au système

Aussi, un mouvement international de mobilisation aura lieu le 28 mars, Pour dire : « Nous ne paierons pas leur crise ! » à l'appel de plus de 500 organisations, relayé en France par plus de 30 associations, partis ou syndicats. Rendez-vous à Paris, Place de l'Opéra à 14 h 30.

Mise au pas de la finance

Attac demande l'abrogation des clauses interdisant toute restriction au mouvement des capitaux (article 63 du traité de Lisbonne) et la création d'une taxe sur toutes les transactions financières (de type taxe Tobin). Il est urgent de supprimer les paradis fiscaux, et d'interdire les fonds spéculatifs qui déstabilisent les marchés. Nous demandons la création d'un pôle financier public couvrant l'ensemble du secteur bancaire à l'échelle européenne, et soumis au contrôle citoyen.

Des mesures immédiates contre la pauvreté

Un revenu minimum permettant à chacun, chômeur, salarié ou retraité, une vie décente en accédant au logement, à la santé et à une alimentation équilibrée.

Justice sociale et harmonisation fiscale

Les salaires bas et moyens doivent augmenter et les très hauts revenus doivent être mis à contribution pour financer la protection sociale : systèmes de santé, retraite, assurance chômage. Il est nécessaire que l'Europe harmonise vers le haut l'imposition sur les sociétés.

Défendre et localiser l'emploi

Les licenciements doivent être interdits dans les entreprises qui font des profits et le temps de travail doit être réduit. Les productions visant le marché local doivent être maintenues sur place, une véritable politique industrielle doit concilier création d'emplois et respect de l'environnement.

Des services publics renforcés

Il faut un moratoire sur la libéralisation des services publics et les privatisations : renoncer au changement de statut de La Poste, donner des moyens à l'Éducation nationale et établir une véritable concertation avec l'ensemble de ses usagers.

Un plan climat et énergie novateur

Des choix énergétiques nouveaux, à base d'économies d'énergie et d'énergies renouvelables et durables, sont indispensables pour répondre à la crise écologique globale.

Les plans de relance industrielle doivent être pensés en fonction de la reconversion écologique nécessaire de certains secteurs.

Nous voulons une coopération internationale nouvelle, et un contrôle des institutions économiques et financières par une ONU démocratisée.

Plus que jamais l'heure est à la mobilisation : ici le 19 mars, partout le 28 mars, juste avant le prochain G20, afin que des solutions justes soient adoptées en faveur d'un nouveau système économique et social. Pour en savoir plus et participer à cette mobilisation : www.stop-g20.org

En visitant notre site Internet, vous pourrez télécharger ces documents :

- tract 19 mars version pdf, (PDF - 75.1 ko)
-